

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



***Conjoncture
économique & politique***

Mai 2005

Source : iFi - BM - FMI - OCDE...	Taux courts	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		05/05	2003	2004	2005 (p)	2003	2004		2005 (p)	2005	2003	2004	2005 (p)	2004	2003		12/04	04/05	
Argentine	4,5	86	151	140	8,8	9	6,5	38,9	13,4	6,1	7,7	11,3	15,5	27	21	172,7	2,91	2,95	12,8
Brésil	19,75	455	604	596	0,54	5,2	4	181,58	9,3	7,6	5,7	34,1	24,8	43,6	52,9	203	2,5	2,95	19,25
Chili	3,25	66,4	72,05	85	3,2	6,1	6,2	15,5	2,8	2,45	2,4	9,1	3	15,4	15,6	44,5	584	593	8,8
Colombie	7,4	81,2	96,15	98,1	3,4	3,96	3,5	45	6,5	5,5	7,5	0,3	0,2	8,6	13,76	38,5	2 350	2 771,5	15,2
Équateur	Nd	24,5	28,96	30,65	2,5	3,5	3,4	13,2	6,9	1,5	2,5	-6	Nd	1,8	1,56	10,8	1	1	11
Mexique	9,25	637,3	626,8	649	1,2	4,4	3,8	105	3,98	4,5	4	-6	-5,7	40,8	45	163	11,4	11,15	3,3
Pérou	2,9	56,7	61	62,6	3,8	5,07	4,5	27,2	2,39	3,48	2,5	2	0,7	9,7	12,17	30	3,26	3,47	9,4
Uruguay	Nd	12,3	13,217	12	3	12,3	6	3,24	19,4	7,6	7,5	-0,2	0	2,5	2,47	12,4	25,4	29,5	11,8
Venezuela	13,15	99	92,55	98,5	-9,5	17,3	6,5	25,5	31,1	19,8	18	14,7	14,8	14,8	24,6	25	2 150	1 900	16

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMÉRIQUE LATINE	5
<i>Rapprochement commercial arabo-latino-américain</i>	5
<i>Encore des esclaves...</i>	5
<i>... et beaucoup de corruption !</i>	5
<i>Bonne croissance malgré des problèmes</i>	6
ARGENTINE	7
<i>Quelques signes négatifs</i>	7
<i>Mieux pour les exportations</i>	7
<i>Hausse inégale des salaires</i>	8
<i>L'inflation touche les bas revenus</i>	8
BRÉSIL	9
<i>Hausse du SMIC, du pouvoir d'achat et...</i>	9
<i>... du coût pour les secteurs productifs</i>	9
<i>L'industrie investit</i>	9
<i>Davantage d'emploi légal</i>	10
<i>Nouveau taux de base</i>	10
<i>Hausse des IED</i>	10
CHILI 11	
<i>Le pays le plus compétitif d'Amérique Latine</i>	11
<i>Une femme présidente ?!</i>	11
<i>Succès de la facture électronique</i>	11
<i>Investissements et M&A</i>	12
<i>Investissements en équipements</i>	12
COLOMBIE	13
<i>Attention aux produits falsifiés</i>	13
<i>Le profil des pauvres</i>	13
<i>L'inflation de mars</i>	14
MEXIQUE	15
<i>L'industrie au ralenti</i>	15
<i>Évasion fiscale millionnaire</i>	15
<i>Le Canada importe plus</i>	16
<i>Un peu à la traîne</i>	16
<i>Trop dépendant des États-Unis</i>	17
PÉROU	18
<i>Risque climatique élevé</i>	18
<i>L'opinion des limeños sur l'économie du pays</i>	18
<i>Ralentissement économique ?</i>	18
<i>Les bénéfices des transferts des émigrés</i>	19
<i>La rémunération des femmes s'améliore</i>	19

URUGUAY	20
<i>Un nouveau SMIC</i>	20
<i>La générosité des émigrés</i>	20
<i>Davantage d'exportations</i>	20
VENEZUELA	21
<i>Le PIB en hausse</i>	21
<i>Hausse du SMIC</i>	21
<i>De plus en plus proche de Cuba</i>	21
<i>Forte amende pour les compagnies pétrolières</i>	22

Amérique Latine

Rapprochement commercial arabo-latino-américain

Il y a peu, le président brésilien Lula da Silva déclarait que les **rois de Jordanie et d'Arabie Saoudite** qui se rendent en général aux **États-Unis** ou en **Europe** pour faire des affaires, désormais pourront le faire, aussi, en Amérique Latine.

Ainsi, pour faciliter le commerce entre ces 2 régions, début mai, le Brésil a réuni à Brasilia des représentants de 22 pays arabes (Golfe et Moyen-Orient) et 12 d'Amérique du sud. La réunion des représentants politiques s'est accompagnée d'une rencontre d'affaires avec 830 participants du secteur privé, dont 200 étaient arabes.

Actuellement, le **commerce bilatéral** entre le bloc des pays arabes et celui des pays d'Amérique du sud atteint **10 milliards de dollars**, dont **80% correspond au Brésil**. Selon les prévisions, d'ici 3 ans, ce volume pourrait atteindre 15 milliards de dollars.

Parmi les produits les plus recherchés par les pays du Golfe, figurent les denrées alimentaires. **À noter** : le Brésil vient de vendre 15 avions commerciaux Embraer à l'Arabie Saoudite et 500 autobus au Qatar.

Encore des esclaves...

Selon l'OIT, actuellement, 1,3 million de personnes travailleraient en condition d'esclavage en Amérique Latine et aux Caraïbes. Au Brésil, dans les États du Pará et du Mato Grosso, 25 000 personnes (généralement des Indiens) seraient obligées de travailler sans aucune rémunération.

... et beaucoup de corruption !

Bien qu'aucun pays ne soit libre de corruption, selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, en Amérique Latine, d'énormes progrès sont à faire en vue de réaliser les réformes nécessaires à la mise en place de mécanismes suffisamment transparents. Par exemple, l'indicateur « partis politiques » montre qu'il y a eu des progrès dans presque tous les pays de la Région, sauf au Venezuela et à Cuba.

Bonne croissance malgré des problèmes

Selon la **Cepal**, en 2005, la Région devrait connaître une croissance de 4,4%. En Argentine, au Venezuela, au Chili et en Uruguay le taux devrait être supérieur à 6% et celui du Mexique et de l'Amérique Centrale d'environ 3,7%. La force de la croissance dépendra, en partie, des taux d'intérêt et du cours des matières premières.

Attention : au moment où le climat économique de la Région semble s'améliorer, on peut constater une certaine dégradation politique et sociale : expulsion du président équatorien, persistance de protestations en Bolivie, résurgence du populisme au Venezuela... qui peut faire tâche d'huile dans un continent champion en inégalités.

Argentine

Quelques signes négatifs

La **solution à mi-teinte du problème de la dette argentine** auprès des créanciers privés étrangers et la **forte entrée des devises** générées par les exportations des produits agricoles, essentiellement, ne sont pas suffisantes pour dire que tous les indicateurs économiques du pays sont au beau fixe.

Ainsi, pour la première fois depuis 2 ans, en mars, l'activité de la **construction** a enregistré une chute de **2,4%** comparé à février et, au 1^{er} trimestre, le secteur a reculé de 0,2% par rapport au dernier trimestre de 2004.

À noter : en mars, la branche de la construction liée au secteur pétrolier a atteint l'une des plus fortes activités depuis quelques années. Parallèlement, en mars, dans un échantillon de 42 municipalités du pays, les permis de construire ont augmenté de 25,2% par rapport à février et de 9,3% par rapport à mars 2004.

Mieux pour les exportations

Selon des prévisions, en 2005, les **exportations** devraient augmenter de **7,3%** à **37 milliards de dollars** et les importations devraient totaliser 26 milliards de dollars, soit 20,4% de plus qu'en 2004. Le tout se traduirait par un solde commercial de 11 milliards de dollars, soit 9,3% de moins qu'en 2004.

Au cours du 1^{er} bimestre 2005, la hausse des exportations a été de 14% comparé au même bimestre 2004, avec un total de 5,33 milliards de dollars face à 3,75 milliards de dollars d'importations, soit 27% de plus qu'en janvier/février 2004.

Dans ce contexte, les exportations de **produits primaires** ont augmenté de 50% et celles de produits manufacturés de 13%.

Hausse inégale des salaires

Selon l'Indec, au 1^{er} trimestre 2005, les salaires ont progressé de 6,5% comparé au même trimestre 2004, mais cette évolution n'est pas pareille pour tout le monde. En effet, au cours du 1^{er} trimestre, les travailleurs ont bénéficié d'une prime de 100 pesos argentins (environ 34 dollars) octroyés par décret. Pour les salariés travaillant légalement, la hausse nominale globale atteint 8,3%, tandis que pour ceux qui travaillent au noir, la hausse n'est que de 1,44%.

L'inflation touche les bas revenus

Depuis le début de l'année, la valeur du panier de base (aliments) a augmenté de **5,37%**, soit un taux supérieur à celui de **l'inflation** qui atteint **4,5%**. Cette différence montre que la hausse des prix a affecté davantage la population plus démunie.

La valeur des produits nécessaires pour nourrir une famille type composé d'un couple et de 2 enfants âgés de 5 et 8 ans est de **352,82 pesos argentins** (120 dollars environ). Les familles dont les revenus se situent en-dessous de ce montant sont considérées indigentes.

La valeur du panier de base total (aliments+transport+éducation) est de **772,65 pesos argentins** (270 dollars environ), ce qui représente une hausse de 4,4% depuis fin 2004.

Au total, par rapport à l'an dernier, le coût des paniers d'indigence et de pauvreté a grimpé d'environ 7,2%.

Brésil

Hausse du SMIC, du pouvoir d'achat et...

À partir de mai, le SMIC brésilien passera de 260 reais (104 dollars environ) à **300 reais** (120 dollars). Selon l'université de Campinas, cette hausse se traduira par une augmentation de **21,8 milliards de reais** (8,7 milliards de dollars) du pouvoir d'achat de la population de São Paulo au cours des 12 prochains mois.

Déjà, en 2004, la **consommation** a progressé de **4,3%** par rapport à 2003 et elle pourrait atteindre **400 milliards de dollars** (1,1 trillion de reais). Les ressources générées par la hausse du SMIC représenteraient près de 1,2% du PIB, soit 3,4% de la rentabilité du travail.

... du coût pour les secteurs productifs

Progression des coûts par secteur	
Secteurs	Valeur sur 12 mois (en Mds\$)
Industrie	1
Commerce	1,44
Administration publique	0,28
Services d'éducation et de santé (public/privé)	0,44
Famille (employés domestiques)	1,56
Construction	0,48
Agriculture	2,08
Transport et communications	0,2
Autres	1,24
TOTAL	8,72

Sources : Pnad/MT

L'industrie investit

La hausse du SMIC et des crédits à la consommation, en plus de la progression des revenus, sont des raisons valables pour encourager l'investissement afin d'augmenter l'offre. Actuellement, l'industrie travaille avec un taux d'occupation de sa capacité installée oscillant entre 82% et 85%.

Davantage d'emploi légal

En avril, l'emploi légal, c'est-à-dire celui qui bénéficie de tous les droits reconnus par la loi du travail, a enregistré **266 095 nouveaux postes**, soit un record depuis 1992. Entre janvier et avril 2005, ont été enregistrés 558 317 nouveaux contrats, contre 534 939 au cours de la même période 2004.

Nouveau taux de base

Pour le 9^{ème} mois consécutif, le Copom (Comité de Politique Monétaire) a augmenté le taux de base de 19,5% à **19,75%**. Le but de la décision est de lutter contre la poussée inflationniste qui, au rythme actuel, dépasse les 8%, bien au-delà de la prévision du gouvernement qui est de 5,2%.

Le **taux Selic** sert de référence pour le calcul des taux d'intérêt bancaires : crédits personnels, chèques spéciaux... qui suivent le cours ascendant des taux, provoquant une diminution de la consommation et, par conséquent, un ralentissement de l'inflation.

Cette politique de taux élevés risque de provoquer un ralentissement de la croissance économique et de ne pas pouvoir suivre le rythme de 2004 qui avait atteint 5,2%, soit le plus fort taux depuis 1994.

Hausse des IED

En avril, les investissements étrangers directs ont atteint **3,03 milliards de dollars**, contre 381 millions de dollars en avril 2004 et 1,4 milliard en mars 2005.

Depuis janvier, les IED totalisent **6,52 milliards de dollars**. La raison de la forte hausse d'avril se trouve dans l'opération de fusion entre les brasseurs belge Interbrew et brésilien AmBev : l'échange d'action entre les 2 groupes ont totalisé 1,4 milliard de dollars.

Par ailleurs, jusqu'en février, la dette externe brésilienne était de 203 milliards de dollars, dont 182 milliards de dollars correspondent à la dette à moyen et long terme.

Chili

Le pays le plus compétitif d'Amérique Latine

Selon l'IMD, en 2005, le Chili occupe le 19^{ème} rang en termes de compétitivité soit un bond en avant de 6 places, devançant non seulement d'autres pays de la Région mais aussi le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne... L'étude montre que le pays a amélioré l'efficacité des entreprises publiques et privées mais qu'il doit faire des efforts dans l'I&D. Par ailleurs, Santiago est considérée comme étant la meilleure ville d'Amérique Latine pour les affaires. La capitale chilienne présente des conditions favorables pour le transport, la sécurité et se trouve à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie.

À noter : dans le *top ten* des villes latines d'Amérique figurent Miami, São Paulo, Monterrey, Curitiba, México, Guadalajara, Porto Alegre, Belo Horizonte et Buenos Aires.

Une femme présidente ?!

Pour la première fois de l'histoire du pays, deux femmes sont candidates pour le parti actuellement au pouvoir : **Michelle Bachelet** (socialiste) et **Soledad Alvear** (démocrate chrétien) , toutes les deux anciennes ministres, respectivement, de la Défense et des Relations Étrangères de Ricardo Lagos.

Celle qui remportera le titre de candidate pour le parti **Concertación** devra faire face au candidat de la droite. En principe ce sera **Joaquín Lavín**, mais avec l'annonce de **Sebastián Piñera** de vouloir briguer l'investiture de la droite chilienne sous la bannière du parti **Renovación Nacional** les chances de l'ancien Maire de Santiago se trouvent réduites. Sebastián Piñera est un puissant homme d'affaires propriétaire d'une chaîne de télévision, d'une compagnie aérienne...

Succès de la facture électronique

Selon la Chambre de Commerce de Santiago, 52% des entreprises chiliennes prévoit d'adopter la facture électronique contre 40% en 2002. Trois sur quatre grandes entreprises devraient utiliser ce procédé et les PME/PMI doubler le nombre par rapport à il y a 2 ans.

Investissements et M&A

En 2004, l'**Espagne** a investi dans le pays **4,01 milliards de dollars**, soit 80% du total qui a atteint **5 milliards de dollars**.

Par entreprise, l'électricien **Endesa España** a été leader avec 2,15 milliards de dollars, suivie de **Telefónica** avec 1,37 milliards. Par ailleurs, le Canadien **Methanex** a déboursé 250 millions de dollars dans la construction d'une nouvelle ligne de production et **Telmex** a payé 137,9 millions de dollars pour les actifs chiliens d'AT&T.

Au 1^{er} trimestre 2005, les fusions et acquisitions ont totalisé **2,18 milliards de dollars**, contre 276 millions de dollars au même trimestre 2004. Le secteur de la distribution commerciale a concentré 48,5% du total des opérations avec 1,06 milliard de dollars avec les opérations liées à l'achat d'Almacenes Paris et La Polar. Le secteur des télécommunications occupe la deuxième place avec 42,7% des opérations dont celle d'Entel. Contrairement à d'autres périodes, ce sont les capitaux nationaux qui ont dominé les opérations de M&A.

Investissements en équipements

Au 4^{ème} trimestre 2004, les investissements en équipements ont grimpé de **40%** par rapport au même trimestre 2003. **À noter** : c'est le même taux que celui de l'économie chinoise.

En même temps, au 1^{er} trimestre 2005, les importations de biens de capital se sont accrues de 54% comparé au même trimestre 2004. Parmi, les autres secteurs qui ont enregistré une forte croissance, figure celui de la construction de logements avec une progression de 6% dans la même période.

Colombie

Attention aux produits falsifiés

En Colombie, le marché noir d'aliments, liqueurs, médicaments et cosmétiques est extrêmement bien organisé et compte même avec des fabrique parallèles.

En 2003, la lutte contre la contrefaçon et la falsification a permis de **confisquer 700 tonnes d'aliments et de médicaments, l'équivalent de 3 millions de dollars.**

À Bogota, 3 bouteilles de boissons alcoolisées (cognac, whisky...) sur 10 sont d'origine illégale. Seulement, **le cartel des boissons représente près de 40 millions de dollars.** Un contrôle de 870 pharmacies de Medellin a montré que 85% d'entre elles étaient en infraction.

Le profil des pauvres

Les **enfants** et les **jeunes** sont les catégories les plus touchées par la pauvreté. Aux alentours de 30 ans, la situation s'améliore mais le risque d'une rechute se présente en vieillissant. Les régions les plus frappées par cette condition sont celles des côtes atlantique et pacifique.

Parmi les pauvres des plus pauvres, l'analphabétisme touche **15%** de la population âgée de 15 ans ou plus, contre 1% pour les classes plus favorisées qui ont bénéficié d'au moins 5 ans d'éducation.

Les revenus des salariés non pauvres dépassent **3,4 fois** les salaires des pauvres. Les femmes des foyers pauvres sont celles qui participent le moins au marché du travail car elles doivent s'occuper d'une progéniture plus nombreuse.

Parmi les hommes pauvres, le chômage atteint **35%**, tandis que parmi les hommes de classes aisées, le taux n'est que de 7%.

Finalement, 40% de la population colombienne n'est jamais pauvre, 30% est toujours pauvre et les 30% restant représentent ceux qui sortent et rentrent dans la situation de pauvreté.

L'inflation de mars

Selon le Dane, en mars, les **services publics** (assainissement, distribution d'eau) ont présenté les plus fortes hausses de prix avec une variation de **1,45%** par rapport à février 2004.

Depuis le début de l'année, ce sont les **denrées alimentaires** qui ont subi les plus fortes hausses (11,7% pour les carottes, 10,03% pour les tomates).

Sur 12 mois, le gaz a augmenté de 12% et les billets d'avion de 11,9%, conséquence de la hausse des combustibles de 15,5%.

Mexique

L'industrie au ralenti

Au cours du 1^{er} trimestre 2005, le secteur industriel mexicain a enregistré un recul de **0,2%** comparé au même trimestre 2004. Selon l'INEGI, l'origine de la chute se trouve dans les dates de la Semaine Sainte qui ont diminué le nombre de jours ouvrables de la période.

Par secteur, l'industrie manufacturière a chuté de 0,2%, les mines de 1,1%, l'énergie et l'eau de 1,2%, tandis que la construction grimpait de 1%. Si l'on considère le mois de mars 2005 par rapport à mars 2004, **l'activité industrielle s'est écroulée de 4,7%**.

Les secteurs industriels les plus compétitifs, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, sont l'électronique, l'électrique, l'automobile, la pharmacie, les aliments, les boissons... Tandis que les moins compétitifs sont les secteurs du meuble, de la pêche, de la chaussure, du textile, du jouet...

Évasion fiscale millionnaire

Les lacunes des normes fiscales et les difficultés des contrôles au Mexique favorisent une évasion fiscale estimée à **plus de 35 milliards de dollars** !

Selon le Service d'Administration Tributaire-SAT, la **collecte fiscale des personnes morales** est d'environ 10 milliards de dollars, l'évasion fiscale du secteur étant estimée à 8 milliards de dollars.

La **collecte fiscale des personnes physiques** ayant une activité commerciale ou industrielle est de 800 millions de dollars avec une évasion estimée à 4,5 milliards de dollars !

La **collecte de la TVA** est de **19 milliards de dollars** et l'évasion pourrait atteindre 28 milliards de dollars.

Le Canada importe plus

Au 1^{er} trimestre 2005, les exportations mexicaines vers le Canada ont grimpé de 5,5% comparé au même trimestre 2004, totalisant **2,66 milliards de dollars**.

Au cours de la période, les exportations mexicaines d'**équipements** et de **machines** ont progressé de 3,6% à 964 millions de dollars, suivi de l'**automobile** avec 941 millions de dollars, soit 1,4% de moins.

La 3^{ème} place est occupée par les **biens industriels** (220 millions de dollars), suivis des **biens de consommation** (200 millions de dollars). Les **produits agricoles et la pêche** occupent la 6^{ème} place (172 millions de dollars) et les **carburants** arrivent en dernière place. Les ventes de ces derniers, entre janvier et mars, ont atteint 160 millions de dollars, soit 203,4% de plus qu'au cours du même trimestre 2004.

Un peu à la traîne

Au moment où est publié le palmarès de la compétitivité des pays, le Mexique a fait l'inventaire de ce qui aurait dû être entrepris pour conserver une bonne place dans le classement.

Selon certains analystes, les contretemps auraient commencé dès 2001 avec l'application d'une **TVA de 15%** sur les produits alimentaires et les médicaments. En 2002, la **réforme énergétique**, incluant la participation du secteur privé, n'a pas pu prospérer à cause du débat politique et finalement rien à été fait. Ensuite, la **réforme du droit du travail** est restée sans suite, bien que les modifications ne touchaient que quelques aspects formels, mais pas de fond.

Selon José Luis Barraza, la présidence de Vincent Fox est composée de « clairs-obscurs » par **manque de consensus** et **l'affrontement politique a empêché la création d'emplois et entravé la croissance et l'investissement**.

En résumé, les réformes « archivées » : fiscale, énergétique, du travail, du système de pensions et de l'éducation auraient empêché un investissement estimé à 10 milliards de dollars, la création de 800 000 emplois, une croissance entre 5% et 7% et un retard de 10 années dans la modernisation des infrastructures du pays.

Trop dépendant des États-Unis

Face au ralentissement de la croissance des États-Unis, l'économie mexicaine ne devrait progresser que de **2,85%** au 1^{er} trimestre 2005 par rapport au même trimestre 2004, malgré un moindre nombre de jours travaillés dans la période (4).

Si les prévisions se réalisent, ce sera le 12^{ème} trimestre consécutif de croissance du PIB. Le secteur qui aura le plus contribué à cette croissance sera celui des services (transport, logistique et communications) grâce à la demande interne. Le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration aura présenté de bons chiffres également.

Pérou

Risque climatique élevé

Le pays est devenu le **3^{ème} pays** avec le taux le plus élevé en termes de risque climatique à cause de l'activité du phénomène d'**El Niño**. Ce phénomène est à l'origine de périodes de sécheresse, de pluies, d'inondations, de chutes de neige, de déplacements d'espèces marines...

Le document réalisé par le PNUD considère que tout investissement au Pérou doit tenir compte de ce genre de risque.

Rappel : le Honduras et le Bangladesh sont en tête des pays à risques climatiques.

L'opinion des limeños sur l'économie du pays

En mai, **56%** des habitants de la capitale péruvienne considèrent que la situation économique du pays est **mauvaise ou très mauvaise**, surtout pour le **segment D et E** de la population.

Cependant, comparé au mois de mai 2004, la perception semble s'améliorer quant à la situation économique familiale car, pour **62,5%** de cette population, la situation serait égale ou meilleure comparé à mai 2004.

Par ailleurs, en février, la **croissance du PIB** a été de **6,79%** avec une tendance vers un ralentissement en mars, qui serait équilibrée par une reprise en avril.

Ralentissement économique ?

En mars, le PIB a grimpé de **4,02%**, ce qui représente 45 mois de progressions consécutives et une expansion économique de **5,35%** au cours du 1^{er} trimestre 2005 et de **4,94%** sur 12 mois.

Selon l'INEI, l'économie péruvienne se trouve dans un **cycle vers une baisse de l'activité** sans que cela implique de rentrer dans une période de croissance négative. Hormis la pêche, tous les secteurs ont présenté des chiffres positifs, particulièrement celui des hydrocarbures qui a grimpé de 36,21%.

Les bénéfiques des transferts des émigrés

Depuis 2 ans, les virements des émigrés péruviens représentent près de 1,1 milliard de dollars, contre 600 millions en 1995. Le transfert moyen d'un résident à l'étranger est de 180 dollars par mois, ce qui profite à près de 6% des foyers péruviens. L'argent en provenance de l'étranger, en général, est utilisé dans l'achat de biens immeubles en zone urbaine.

La rémunération des femmes s'améliore

Selon l'INEI, entre mai 2004 et avril 2005, le total des rémunérations cumulées par les salariés de Lima et ses environs atteint près de **510 millions de dollars**, soit **5,1%** de plus qu'au cours de la même période précédente.

Pour la main d'œuvre féminine, les rémunérations se sont accrues de 7,9%, contre 3,8% pour la main d'œuvre masculine.

Uruguay

Un nouveau SMIC

À compter du 1^{er} juillet, le gouvernement uruguayen a fixé le SMIC à **98,5 dollars** (2 500 pesos uruguayens), contre près de 81 dollars actuellement. Globalement, le salaire moyen réel subira une augmentation **entre 2% et 4%**.

Attention ! : en mars, le salaire réel aurait chuté de **0,25%** par rapport à mars 2004. C'est le 1^{er} recul depuis juin 2004. Par ailleurs, **plus de 50% des Uruguayens économiquement actifs ne bénéficient pas de protection sociale et 90% des chômeurs ne perçoivent pas d'allocations chômage**. Au total, dans le pays qui compte 3,3 millions d'habitants, **750 000 Uruguayens n'ont aucune couverture sociale**.

La générosité des émigrés

En 2004, les transferts d'argent des 70 000 Uruguayens émigrés aux États-Unis (avec ou sans papiers) ont totalisé **105 millions de dollars**. Par ailleurs, entre 2001 et 2004, **près de 40 000 Uruguayens** se sont établis en **Espagne**, soit 500% de plus par rapport au recensement de 2001.

Davantage d'exportations

En avril, les demandes d'autorisation à exporter ont atteint une valeur de **324,7 millions de dollars**, soit 19,6% de plus qu'en avril 2004. La viande, les combustibles, les produits laitiers, le plastique et le bois ont été les produits les plus demandés par les marchés étrangers.

Rappel : en mars, les importations de marchandises ont totalisé 359,6 millions de dollars, soit 67,8% de plus qu'en mars 2004.

Venezuela

Le PIB en hausse

Selon Fedecámaras, au 1^{er} trimestre 2005, l'activité économique aurait grimpé de **9%** comparé au même trimestre 2004 et l'année devrait s'achever avec une progression d'environ 5% ou 6%. Par rapport au dernier trimestre 2004, le **cours du brut** a augmenté de 36%, les **dépenses publiques** de 38% (nominal) et 16% (réel) et les **réserves** sont passées de 23,4 milliards de dollars à 24,6 milliards de dollars.

Pour le Banco Central, au 1^{er} trimestre 2005, le PIB aurait crû de **11,2%** grâce à l'industrie manufacturière, les télécoms, le transport et le secteur électrique.

Hausse du SMIC

Coïncidant avec le 1^{er} mai, le Président Chávez a annoncé un réajustement du SMIC de **26%**, passant ainsi des 321 235 bolivars actuels (150 dollars environ) à **405 000 bolivars** (188 dollars).

Lors de la signature du décret d'expropriation de l'entreprise Constructora Nacional de Válvulas, le Chef de l'État a informé que les sociétés de moins de 20 salariés devraient augmenter les salaires de 26%, passant de 137 dollars à 172 dollars en moyenne.

De plus en plus proche de Cuba

Fin avril, **Hugo Chávez** a visité pour la 12^{ème} fois l'île de Fidel Castro en vue de ratifier son **amitié** et un certain nombre d'accords entre les 2 pays dans les secteurs de **l'énergie**, **l'éducation** et la **santé**.

Lors de la visite de Chávez, **Pdvsa** a inauguré sa base d'opérations pour la prospection de pétrole dans les eaux territoriales de Cuba. Parallèlement, le **Banco Industrial de Venezuela** a ouvert sa succursale dans l'île, devenant ainsi la **1^{ère} institution financière étrangère** qui pourra développer une activité de banque commerciale.

Forte amende pour les compagnies pétrolières

Les autorités vénézuéliennes ont informé que les groupes pétroliers étrangers présents dans le pays devraient payer une amende de **2 milliards de dollars** pour cause d'évasion fiscale.

Ce montant correspond à la dette cumulée du non paiement de 50% de l'IS pour l'exploitation d'hydrocarbures au cours des 10 dernières années.